**Nous devons agir pour améliorer les soins palliatifs - quand, où, et comment les gens le désirent**

Les soins de santé ne consistent pas seulement à améliorer les traitements, mais aussi à réduire les souffrances. Même s’il n’est pas toujours possible d’allonger la durée de vie, les soins palliatifs permettent d’en optimiser la qualité. Malgré tout, dans un contexte de population vieillissante, souffrant de différentes conditions allant du cancer à la démence, l’accès à ces services est trop souvent restreint.

Comme le rapporte l’Institut canadien d’information sur la santé, les adultes âgés de 65 à 84 ans sont les plus susceptibles de recevoir des soins palliatifs. Toutefois, les Canadiens âgés de 85 ans et plus sont moins susceptibles de bénéficier de soins palliatifs que les personnes plus jeunes. La recherche suggère que les aînés (et d’autres) soumis à certaines circonstances – ceux qui vivent dans des régions rurales, qui sont itinérants ou qui appartiennent à des groupes racialisés – peuvent être confrontés à des obstacles à l’accès.

Les programmes de soins palliatifs en établissement jouent aussi un rôle au-delà des soins palliatifs institutionnels, mais ils sont insuffisants et ces lits ne sont pas toujours disponibles. Les enquêtes démontrent que la moitié des maisons de soins palliatifs fonctionnent généralement au maximum de leur capacité.

L’accès aux soins palliatifs est un problème majeur partout au pays, y compris ici à [insérer le nom de la province ou de la communauté locale].

L'Organisation mondiale de la santé fait remarquer que les soins palliatifs sont explicitement reconnus par les droits humains à la santé. L’OMS soutient que ces soins devraient être fournis par des services de santé intégrés et centrés sur la personne, tenant compte des préférences et des besoins physiques, psychologiques, sociaux ou spirituels spécifiques des personnes.

Les hôpitaux peuvent fournir d’excellents soins palliatifs lorsque ceux-ci sont disponibles et ils sont en mesure de répondre à des besoins complexes pouvant être difficiles à satisfaire ailleurs. Malgré tout, beaucoup de personnes finissent à l’hôpital parce qu’il n’y a pas d’autre programme ni d’autre endroit, pour recevoir des soins.

Des soins palliatifs efficaces et accessibles en institution sont essentiels, mais ce n’est pas la seule solution. Pour beaucoup de gens, ce n’est pas l’option désirée, car ils peuvent se retrouver loin de la famille et du soutien communautaire recherché. Ainsi, en plus d’améliorer les soins palliatifs en milieu hospitalier, nous devons investir dans les soins et le soutien dont les patients et les familles ont besoin de façon plus générale.

Une grande partie de ce que nous demandons est au cœur des [efforts de mobilisation de RTOERO](https://rtoero.ca/fr/redonner-a-nos-communautes/mobilisation/). Par exemple, les Canadiens veulent vieillir chez soi, ce qui inclut la possibilité de finir ses jours à la maison. Mais pour beaucoup d’aînés, il devient difficile de vieillir chez soi lorsque les coûts de l’équipement et du réaménagement domiciliaire pour des raisons de santé sont inabordables. Souvent, les adultes âgés sont en mesure de continuer à rester chez eux moyennant quelques aménagements de base. Et lorsque les gens sont confrontés à leur fin de vie, les soins palliatifs à domicile peuvent leur permettre d’être là où ils le désirent le plus. Pour cela, il faut investir de manière adéquate dans les soins et les aides à domicile.

Les soins de longue durée se font à la maison également. Même avec les soins spécialisés disponibles, beaucoup de patients ne reçoivent pas le niveau ou la durée des soins palliatifs dont ils ont besoin. Nous avons demandé que des mesures supplémentaires soient prises pour améliorer les conditions des soins de longue durée, y compris un financement pour remédier aux pénuries de personnel et de main-d’œuvre qualifiée. Nous appuyons aussi un plan national pour les établissements de soins de longue durée, avec des normes et des processus pour une responsabilité claire et une transition vers un modèle d’établissement de soins de longue durée entièrement à but non lucratif.

Nous pouvons aussi améliorer les soins palliatifs en développant la formation en gériatrie. À l’heure actuelle, le Canada compte à peine 300 gériatres au service de la population plus âgée, soit 1 pour 15 000 adultes en moyenne. Cette situation est inacceptable, si notre population âgée veut être en mesure de vieillir avec dignité et de recevoir les meilleurs soins de santé, y compris en fin de vie. En plus du nombre accru de gériatres diplômés, nous devons nous assurer que la formation théorique et pratique pertinente en gériatrie et en gérontologie soit intégrée dans tous les programmes de soins de santé ou de services psychosociaux.

Le soutien à des normes de santé plus strictes et plus holistiques pour les aînés est un autre élément en mesure de contribuer à cette évolution. De telles normes guideront les pratiques de soins de santé pour les aînés - en tenant compte de l’esprit, du corps et de l’âme - et permettront d’excellents modèles de responsabilité.

Nous avons aussi demandé aux différents gouvernements à travers le Canada d’appuyer la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées. RTOERO soutient qu’un cadre juridique international visant à protéger les droits des aînés est un aspect essentiel du difficile travail de démantèlement de l’âgisme systémique et de garantie d’une société plus juste et plus équitable pour tous les Canadiens, à mesure que nous vieillissons. Une convention des Nations Unies nous obligerait à rendre compte de la façon de traiter nos citoyens âgés à tous les stades de leur vie.

Il s’avère essentiel de prendre les mesures nécessaires pour améliorer l’accès complet et équitable aux soins palliatifs - dans chaque établissement, communauté et domicile. Cela nous permettra de respecter les souhaits des patients, de mieux les soutenir, ainsi que leurs familles, et de répondre à leurs besoins avec une compassion et une attention véritable.

Voilà donc une des préoccupations majeures pour les plus de 84 000 membres de RTOERO à travers le Canada. Depuis 1968, [RTOERO](https://rtoero.ca/fr) se veut le porte-parole des enseignants, des administrateurs scolaires et des conseils scolaires, du personnel de soutien en éducation ainsi que du personnel enseignant des collèges et des universités à la retraite. Nous croyons en un avenir meilleur, ensemble!